Haïti au cœur des préoccupations du Défap

La papaye, ressource agricole en développement en Haïti

Le Défap est engagé en Haïti au moyen d'une Plateforme dédiée, mise en place par la Fédération protestante de France en lien avec celle de Haïti et coordonnée par le Défap. Elle est composée de tous les acteurs qui interviennent sur le terrain, à savoir notamment la Fondation La Cause pour les orphelinats, le SEL (service d'entraide s'occupant notamment de parrainage d'enfants), la Mission biblique (liée à l'Union des Églises baptistes sur place), ADRA et le pasteur de l'Église du Nazaréen, paroisse composée par des Haïtiens installés en France, en lien étroit avec une Église homologue en Haïti. Cette Plateforme est un lieu de rencontre et de coordination.

Mise en place entre 2007 et 2008, cette Plateforme a été particulièrement efficace lors du séisme de janvier 2010. Les conséquences de cette catastrophe ne sont pas encore totalement résorbées, les pertes humaines ayant été très élevées et nombre d'infrastructures fortement endommagées. La Plateforme continue donc son travail, sous l'égide du Défap et en toujours en lien avec les structures protestantes haïtiennes, en particulier avec la Fédération des écoles protestantes d'Haïti (FEPH). De nombreux projets sont encore actifs et suivis. En 2010, les protestants avaient donné plusieurs centaines de milliers d'euros pour relancer les activités économiques et les écoles.

Les liens présents entre les partenaires au moment du séisme avaient permis de recevoir des informations nombreuses et fiables, avec pour résultat la conception un plan d'intervention correspondant exactement aux besoins des Églises sur place. Une délégation s'était d'ailleurs immédiatement rendue dans le pays avec pour mission de mettre en route des programmes d'urgence, certes, mais aussi destinés à être concrétisés dans la durée. Les institutions ecclésiales ne sont pas spécialisées, en général, dans les actions d'urgence, mais elles se sont mobilisées et sont parvenues à se coordonner de façon notablement efficace. Grâce au pasteur Philippe Verseils, envoyé à Port-au-Prince durant deux ans, qui s'est occupé de leur gestion, les fonds ont été employés au mieux.

Considérée comme « zone rouge » par le ministère français des Affaires étrangères, c'est-à-dire comme un pays où l'on ne doit pas se rendre sauf nécessité absolue, Haïti ne peut plus recevoir d'envoyés. L'insécurité et la violence en ville deviennent difficiles à supporter y compris par la population locale : baisses drastiques des approvisionnements en carburant et même en vivres, délestages en électricité, criminalité galopante, la grogne sociale monte et explose sporadiquement en manifestations de rue, durement réprimées.

Le Défap continue à faire fonctionner la Plateforme, qui se concentre sur son soutien aux institutions locales. La force de l’engagement et leur dévouement est remarquable : lors de son Assemblée générale, la Fédération haïtienne des écoles protestantes a validé un plan stratégique visant à renforcer les capacités d’accueil des écoles et la formation continue. L’éducation est cruciale en Haïti, la formation des futurs citoyens restant l’une des clefs les plus prometteuses pour améliorer à la fois la société et la vie des hommes. La mise à niveau des enseignants doit donc être soigneusement suivie. La Plateforme, faute de pouvoir envoyer des jeunes volontaires, s’occupe de récolter des fonds pour aider cette institution.